

Voir plus de communiqués [Actualités liées aux femmes](#) | [Opinion du groupe de défense des droits](#) | [Politique intérieure](#)

## Budget Québec 2016 : L'égalité pour les femmes vidée de toute substance



MONTRÉAL, le 15 avril 2016 /CNW Telbec/ - Dans le cadre de l'étude des crédits, à l'initiative de la porte-parole de l'opposition officielle Carole Poirier, des représentantes de groupes et regroupements provinciaux de femmes et des partis politiques ont témoigné de leur consternation quant au peu de préoccupations et de budget consacrés à la condition féminine.

« Il est évident que ce gouvernement manque d'ambition, de cohérence et de transparence en matière de condition féminine. Politique ou stratégie, peu importe. On veut du contenu et des moyens pour les femmes ! », d'affirmer Madame Sarazin de la FFQ.

### Politique en égalité

La politique gouvernementale Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait vient à échéance en 2017. Bien qu'il fût initialement prévu d'en faire le bilan en commission parlementaire, le gouvernement soutient que son contenu et ses objectifs sont toujours pertinents. Il propose plutôt une actualisation de la politique. Il a donc produit un bilan minimaliste du plan d'action 2011-2015 et procédé à des consultations au processus discutable. En effet, nombre de groupes de femmes ont dû insister pour y être invités.

Profil de  
l'entreprise

**FEDERATION DES  
ASSOCIATIONS DE  
FAMILLES  
MONOPARENTALES  
ET RECOMPOSEES DU  
QUEBEC**

Réforme du droit familial  
: le Québec doit sortir  
de son immobilisme !

Réforme de l'aide  
sociale : Les groupes  
de femmes sont-elles  
aussi des ignorantes,  
Monsieur Blais?

« Les crédits associés au plan d'action nous amènent à penser que cette actualisation est un prétexte pour charcuter dans le financement et les ambitions de cette politique » de préciser Blanche Paradis, coordonnatrice du Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec.

Cela viendrait également confirmer une tendance nettement perçue au cours des deux dernières années. « En témoignent les coupes majeures dans le programme À égalité pour décider, dans les ententes spécifiques en condition féminine au niveau régional et dans l'enveloppe de reconnaissance des organismes spécialisés en développement de la main-d'œuvre féminine, passée de 1,2M\$ à 500 000\$ l'an dernier », précise Nathalie Goulet du CIAFT.

« La lutte contre la violence et la pauvreté, l'éducation, la santé, semblent avoir été extraits de la politique en matière d'égalité.», d'affirmer Lydia Assayag, du RQASF.

« Comment, dans ce contexte, le SCF peut-il prétendre avoir la collaboration de l'ensemble du gouvernement pour que l'égalité de droit stipulée dans les textes devienne enfin l'égalité de fait pour toutes les femmes ? » de questionner Carole Mathieu de L'R des centres de femmes.

Pour Sylvie Lévesque, de la FAFMRQ : « Il est clair que voulant gagner du temps, le gouvernement néglige ainsi les droits et l'égalité des chances de la moitié de la population. Nous demandons donc la tenue d'une réelle commission parlementaire en matière d'égalité ».

### **Politique en agressions sexuelles**

Le plan d'action en matière d'agressions sexuelles est attendu depuis maintenant plus d'un an. « Rappelons le véritable raz-de-marée provoqué en décembre 2014 sur les réseaux sociaux par le mouvement #AgressionNonDénoncée, quant à la pandémie que représentent encore aujourd'hui les agressions sexuelles. À la suite de ce mouvement, nous attendions une action rapide qui ne vient pas. Aucun bilan officiel n'a été fait de la commission parlementaire en matière d'agressions sexuelles, tenue au printemps 2015 ! » de souligner Nathalie Duhamel, coordonnatrice au RQCALACS.

De plus, le deuxième plan en égalité devait déboucher sur un plan spécifique pour s'attaquer à l'exploitation sexuelle.

« Nous sommes inquiètes de l'impact réduit que la "Stratégie gouvernementale sur les violences sexuelles" annoncée pourrait avoir sur la lutte contre cette forme de violence envers les femmes. L'autre danger potentiel, c'est que les violences sexuelles héritent d'un budget en deçà de nos attentes. Nous en voulons pour preuve les 1,9M\$ annoncés pour accompagner cette stratégie cette année. Ce montant sera réparti, apparemment, entre divers ministères. Pendant ce temps, plusieurs organismes travaillant à contrer l'exploitation sexuelle ne reçoivent aucun financement récurrent. Pourtant, les besoins et le nombre de femmes victimes d'agressions et d'exploitation

Projet de loi 70 : Si on  
voulait vraiment aider  
les personnes  
assistées sociales...

Renseignements sur  
cet organisme

sexuelles ne cessent d'augmenter », avance Diane Matte de la CLES.

### **Analyse différenciée selon les sexes**

L'analyse différenciée selon les sexes (ADS), outil essentiel de politiques justes et égalitaires entre les hommes et les femmes, est également remise. Le SCF proposera un nouvel indice en remplacement.

« Cela va à l'encontre des nombreuses conventions internationales ratifiées par le pays, et donc applicables au Québec, imposant son utilisation. Les groupes qui travaillent au plus près des femmes s'opposent clairement à ce nivellement vers le bas. », d'ajouter Manon Monastesse, directrice de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes.

Le mandat, les ambitions et les moyens du SCF sont réduits comme peau de chagrin. Comment dans ce contexte, s'assurer que les besoins et réalités des femmes soient pris en compte ? « Pour nous c'est un net recul et ceci aura des impacts directs sur les femmes du Québec » conclut Madame Sarazin.

### **Les membres du G13**

- L'Alliance des femmes handicapées du Québec (AFHQ)
- Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
- La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)
- Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
- Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMQR)
- Fédération des femmes du Québec (FFQ)
- Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF)
- Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN)
- Femmes autochtones au Québec (FAQ)
- L'R des centres de femmes du Québec
- Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ)
- Regroupement Naissance-Renaissance
- Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)
- Regroupement québécois des CALACS (centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel)
- Relais-femmes
- Réseau québécois d'action pour la santé des femmes
- Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ) - Quebec Lesbian Network
- Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec

## SOURCE FEDERATION DES ASSOCIATIONS DE FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSEES DU QUEBEC

Renseignements : Source et info : Marie Hélène Senay, Coordonnatrice communication et analyse, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes ; Porte-parole : Mélanie Sarazin, Présidente, Fédération des femmes du Québec, 514 232 4847

### LIENS CONNEXES

<http://www.fafmrq.org/>

## FORFAITS PERSONNALISÉS

Jetez un coup d'œil sur nos forfaits personnalisés ou créez le vôtre selon vos besoins de communication particuliers.

Commencez dès aujourd'hui .

## ADHÉSION À CNW

Remplissez un [formulaire d'adhésion à CNW](#) ou communiquez avec nous au 1-877-269-7890.

## RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES SERVICES DE CNW

Demandez plus d'informations sur les produits et services de CNW ou communiquez avec nous au 1-877-269-7890.

[English](#) | [Twitter](#) | [Facebook](#) | [LinkedIn](#) | [Politique sur la vie privée et modalités d'utilisation](#) | [Carrières](#) | [Devenez partenaire de CNW](#) | [Fils RSS](#) | [PR Newswire \(anglais\)](#) | [contact](#)

© Groupe CNW Ltée 2016.